

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 12 novembre 2024

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°89-2024 ADMISSIONS EN NON-VALEUR, CREANCE ETEINTE ET ABANDON DE CREANCE – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE

Le 12 novembre 2024, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 17 octobre 2024

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARRAUD, BAUDON, BESSON, BLANC, BOTTON, CABRI, CAMPODARVE, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, LABARRIERE, MARCHAIS, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	16

Membres de droit :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Mme le payeur départemental

Membres ayant voix consultative :

Madame et Messieurs : le contrôleur général MARCAILLOU, le capitaine DUMILLARD, PINAUD.

Assistaient également :

Madame et Messieurs : CHEDOUTEAUD, le colonel LEPAGE, la secrétaire générale du Conseil départemental, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

Etaient excusés :

Monsieur le Préfet

Mesdames et Messieurs : DESPREZ, GUILLEN, GRAU, LIGONNIERE, MARCILLY, NASSIVET, PAPINEAU, PROU, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le médecin-colonel AUDFRAY, le sergent-chef PRIOUR, le sergent-chef FERRY, le lieutenant LARGE, le capitaine FAIVRE, l'adjudant-chef RUCHAUD, le sergent-chef BENOIST

ADMISSIONS EN NON-VALEUR, CREANCE ETEINTE ET ABANDON DE CREANCE – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs et l'instruction codificatrice du 20 décembre 2021 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

Admissions en non-valeur

En application de l'instruction budgétaire et comptable des services départementaux d'incendie et de secours M57 et de l'instruction codificatrice du 20 décembre 2021 relative au recouvrement des recettes, le Payeur départemental a demandé l'admission en non-valeur de créances qui portent sur les exercices 2021 et 2023.

L'admission en non-valeur concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité, d'absence de débiteur ou de seuil inférieur aux poursuites. Elle intervient donc après que la Paierie départementale ait épuisé toutes les possibilités de recouvrement (lettres de relance, mise en demeure, opposition à tiers détenteur...). L'admission en non-valeur n'exclut pas le recouvrement ultérieur des recettes. La procédure vise uniquement à décharger la responsabilité pécuniaire du comptable. Elle ne libère pas pour autant le redevable qui, s'il revient « à meilleure fortune », peut de nouveau être poursuivi.

Créance éteinte

Le Payeur départemental a aussi demandé l'admission en créance éteinte d'une créance qui porte sur l'exercice 2021.

La créance éteinte enregistre la perte sur une créance dans le cadre d'une procédure de surendettement ou d'une procédure collective, lorsque le comptable a satisfait à l'ensemble de ses obligations (lettres de relance, mise en demeure, opposition à tiers détenteur...). L'effacement de la dette prononcé par la procédure de redressement et de liquidation judiciaire par une clôture pour insuffisance d'actif, s'impose à la collectivité créancière, qui est tenue de la constater. Cette créance éteinte ne pourra pas faire l'objet de poursuites ultérieures quand bien même le redevable reviendrait à meilleure fortune.

Les créances irrécouvrables suivantes ont été présentées par le Payeur départemental :

I - Budget principal

Les admissions en non-valeur se décomposent comme suit pour un montant de 2 667,02 € :

Pour l'année 2021 :

- Titre n°818 concernant des frais pour capture d'animaux (intervention du 30/05/2021) pour un montant de 436,50 €.
- Titre n°821 concernant des frais de dépollution (intervention du 29/10/2021) pour un montant de 2 230,50 €.

Pour l'année 2023 :

- Titre n°538 concernant un reliquat de participation de loyer pour un montant de 0,02 €.

La créance éteinte se décompose comme suit pour un montant de 291,00 € :

Pour l'année 2021 :

- Titre n°658 concernant des frais de formations SSIAP pour un montant de 291,00 €.

II - Budget annexe

Les admissions en non-valeur se décomposent comme suit pour un montant de 610,00 € :

Pour l'année 2021 :

- Titre n°43 concernant des frais de participation au stage mer pour un montant de 50,00 €.
- Titre n°318 concernant des frais de participation au stage BNSSA pour un montant de 560,00 €.

III - Budget principal : abandon de créance

Il concerne une créance irrécouvrable : le titre n°1206 émis le 7 novembre 2018 pour un montant de 8 644,84 € dans le cadre de la facturation de moyens matériels consommables, d'équipements et d'accessoires engagés sur une intervention du SDIS 17 visant à éliminer le risque de pollution apparu dans le cadre d'un accident impliquant un véhicule de la société survenu le 3 septembre 2018 sur le réseau autoroutier.

Les motifs visant à abandonner la créance sont les suivants : combinaison infructueuse d'actes (les actions, échanges et relances exécutés n'ont pas permis de solder la créance), la domiciliation de la société redevable est à l'étranger (Belgique) et un dossier assurantiel du sinistre visé par le titre (rendu complexe par l'intervention d'interlocuteurs assureurs à la fois en Belgique et en France) qui est devenu clos, empêchant toute réclamation et/ou règlement (attestation de clôture produite par l'assureur de la société). Il s'agit d'un titre émis sur le chapitre 70 (produits des services du domaine et ventes diverses).

Il convient donc d'examiner cette créance restant due et de décider, à titre définitif, son abandon. Cette créance sera imputée sur les crédits ouverts au budget 2024.

L'abandon de créance pour un montant de 8 644,84 € :

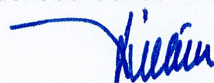
- Titre n°1206 de l'année 2018 pour un montant de 8 644,84 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'admettre les titres de recettes précités pour un montant total de 2 667,02 € en non-valeur (nature 6541) pour le budget principal,
- d'admettre les titres de recettes précités pour un montant total de 610,00 € en non-valeur (nature 6541) pour le budget annexe,
- d'admettre le titre de recette précité pour un montant total de 291,00 € en créance éteinte (nature 6542) pour le budget principal,
- d'admettre le titre de recette précité pour un montant total de 8 644,84 € en abandon de créance (nature 6577) pour le budget principal.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

Certifié, publié et exécutoire

le 12 NOV. 2024

C12112024 DEL 89

Pour le Président du conseil d'administration
et par délégation

le Directeur départemental

Contrôleur général Didier Marcaillou